

Canada - United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section



Groupe interparlementaire
Canada - États-Unis
Section canadienne

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
à la Council of State Governments - Southern Legislative
Conference : Réunion annuelle 2008**

Groupe interparlementaire Canada-États-Unis

**Oklahoma City, Oklahoma, États-Unis d'Amérique
du 11 au 15 juillet 2008**

Rapport

INTRODUCTION

Du 11 au 15 juillet 2008, le député Brad Trost a représenté le Groupe interparlementaire Canada-États-Unis (GIP) lors la rencontre annuelle 2008 de la *Southern Legislative Conference* (SLC) du *Council of State Governments* qui se tenait à Oklahoma City, Oklahoma.

Fondée en 1947, la *Southern Legislative Conference* regroupe les législateurs de 16 États du Sud (voir l'annexe). Sa mission est de favoriser et d'encourager la coopération intergouvernementale entre les États membres. Il s'agit du plus important des quatre groupes législatifs régionaux du *Council of State Governments*, qui compte 2 588 législateurs représentant une population de près de 12 millions de personnes.

Les 16 États membres de la SLC jouent un rôle important dans les relations canado-américaines. Selon des données récentes, plus de 2,6 millions des emplois des quelque 7,1 millions d'emplois aux É.-U. qui dépendent des échanges bilatéraux entre le Canada et les États-Unis, se trouvent dans les États de la SLC. Récemment, on a estimé que le commerce bilatéral s'élevait à près de 107 milliards de dollars par année, soit environ 52,8 milliards de dollars en exportations de ces 16 États vers le Canada, et plus de 54 milliards de dollars en importations. En outre, des données récentes laissent entendre qu'au cours d'une année, les Canadiens effectuent plus de 5,6 millions de visites dans les États membres de la SLC et y dépensent plus de 3,1 milliards de dollars, tandis que les citoyens des États de la SLC effectuent près de 2,2 millions de visites au Canada et dépensent près de 1,4 milliard de dollars.

La rencontre se divisait en une multitude de séances, notamment des plénières, des comités et des tables rondes. Les séances plénières avaient pour thèmes :

- L'économie se dirige-t-elle vers d'autres sommets — ou est-elle au bord d'un précipice?
- Nouvelles frontières.

Les comités suivants se sont réunis à l'occasion de la rencontre :

- Agriculture et développement rural
- Développement économique, transport et affaires culturelles
- Éducation
- Énergie et environnement
- Affaires fiscales et opérations gouvernementales
- Services humains et sécurité publique.

Finalement, les tables rondes et d'autres formes de discussions ont porté sur les sujets suivants :

- Naviguer entre les écueils de la durée des mandats
- Groupe de travail régional des États de l'Atlantique et de la côte du Golfe
- Initiative du bassin du cours inférieur du Mississippi.

L'interaction avec les législateurs d'État permet aux membres du GIP d'atteindre plus facilement leur objectif, soit de trouver les points de convergence dans les politiques nationales des deux pays, d'instaurer un dialogue sur les points de divergence, de favoriser les échanges d'information et de promouvoir une meilleure compréhension des questions d'intérêt commun. En outre, les rencontres avec les législateurs des États fournissent aux membres du GIP un mécanisme important qui leur permet de se prononcer sur les enjeux des États qui ont une incidence sur le Canada et de recueillir des renseignements à cet effet.

Le présent rapport résume les discussions de la séance plénière.

COMITÉ DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

Logement en milieu rural : améliorer l'accès et l'abordabilité

M. Joe Belden, *Housing Assistance Council*

- créé en 1971, le *Housing Assistance Council* aide à procurer des logements abordables dans les collectivités rurales à faible revenu
- parmi les services offerts par le *Housing Assistance Council*, mentionnons :
 - offrir une aide technique directe à tous les fournisseurs et fournisseurs éventuels de logements abordables en milieu rural
 - fournir des fonds de crédits renouvelables et des subventions de soutien à l'exploitation
 - donner des ateliers de formation en région sur la construction domiciliaire en milieu rural
 - convoquer aux deux ans une conférence nationale sur le logement rural
 - effectuer des recherches sur le logement rural
 - publier des manuels techniques, des guides de programmes, des analyses, des fiches d'information, des rapports, des magazines et des bulletins

- de nombreux Américains en milieu rural vivent dans des logements qui ne répondent pas aux normes, inabordables ou surpeuplés en raison d'obstacles au logement comme la pauvreté persistante, un manque d'unités de logement abordables, l'absence de financement hypothécaire abordable, les fardeaux liés au coût du logement, etc.
- dans certaines régions rurales de l'Amérique, il existe des logements où il n'y a aucune plomberie
- le nombre de logements non conformes aux normes est relativement élevé dans le Sud des É.-U.
- aux États-Unis, il y a des comtés que l'on peut qualifier de chroniquement pauvres, et la plupart sont en milieu rural; il s'agit de comtés où le taux de pauvreté s'est établi à au moins 20 p. 100 chaque année depuis 1960
- selon un sondage réalisé en 2005, bien que l'Amérique rurale ait été principalement blanche, il y avait des collectivités rurales relativement importantes de minorités raciales et ethniques dans certaines régions de plusieurs États, notamment les États du Sud; les minorités rurales ont souvent affiché des taux de pauvreté relativement élevés et des revenus relativement faibles
- les résultats du sondage effectué en 2005 indiquaient qu'un ménage rural sur trois comptait au moins une personne ayant une déficience
- selon un sondage réalisé en 2005, la propriété était la forme privilégiée de logement en milieu rural, où plus de 76 p. 100 des ménages étaient propriétaires de leur logement; le taux d'accès à la propriété en milieu rural dans le Sud était semblable au taux national pour les régions rurales
- les résultats du sondage réalisé en 2005 indiquaient qu'environ 17 p. 100 de toutes les unités de logement en milieu rural en Amérique avaient été construites avant 1940, ce qui a des répercussions quant à l'utilisation de peinture au plomb entre autres facteurs
- selon un sondage réalisé en 2005, l'abordabilité des logements avait remplacé la qualité des logements comme le problème le plus courant dans le domaine de l'habitation dans les régions rurales de l'Amérique
- selon les résultats du sondage réalisé en 2005, la valeur des unités de logement en milieu rural était relativement inférieure dans le Sud et les résidents de cette région du pays étaient relativement plus susceptibles de vivre dans des maisons préfabriquées
- en avril 2008, on dénombrait plus de 535 000 habitations visées par une forclusion ou sur le point de l'être dans les 16 États formant la *Southern Legislative Conference*; plus de 45 p. 100 se trouvaient en Floride

- le nombre de prêts à coût élevé est souvent relativement plus grand dans les régions rurales
- au fil du temps, il y a eu des baisses dans les programmes de logements du département de l'Agriculture des États-Unis, notamment :
 - article 502, prêts garantis pour l'accès à la propriété
 - article 502, prêts pour l'accès direct à la propriété
 - article 504, subventions pour la restauration et la réparation des maisons
 - article 515, prêts pour logements locatifs nouveaux et pour la restauration de logements locatifs
 - article 523, subventions d'autoassistance technique
 - article 538, prêts garantis pour logements

Le point sur l'enseignement agricole

M. James Woodward, *ministère de l'Éducation, État de la Géorgie*

- l'enseignement agricole connaît un vif succès en Géorgie, le point tournant s'étant produit en 1996 lorsque l'enseignement agricole dans cet État a fait l'objet d'une vérification de rendement et que les résultats ont été négatifs
- suite à la vérification de rendement défavorable, le financement de l'enseignement agricole a été augmenté, on a procédé à un examen du programme d'études, etc.
- le nombre d'inscriptions dans des programmes d'enseignement agricole est à la hausse en Géorgie
- parmi les principaux facteurs qui ont mené au succès de l'enseignement agricole, mentionnons :
 - accent mis sur les enseignants
 - forte implication législative au niveau de l'État et au niveau local
 - solide programme d'études qui intègre l'agriculture
 - approche équilibrée de l'amélioration des programmes
 - engagement de l'industrie
 - nouvelles approches en matière de marketing de l'enseignement agricole

COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU TRANSPORT ET DES AFFAIRES CULTURELLES

Brève mise à jour sur la *Southeast US-Canada Trade Association*

Sénateur Mark Norris, *État du Tennessee*

- la *Southeast US-Canada Trade Association* a été formée en novembre 2007 et elle se compose des États américains de l'Alabama, de la Géorgie, du Mississippi, de la Caroline du Nord, de la Caroline du Sud et du Tennessee ainsi que des provinces canadiennes du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve-et-Labrador, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario, de l'Île du Prince-Édouard et du Québec
- le Canada est le plus important partenaire commercial de nombreux États membres de la *Southern Legislative Conference*

SÉANCE PLÉNIÈRE : L'ÉCONOMIE SE DIRIGE-T-ELLE VERS DE NOUVEAUX SOMMETS — OU EST-ELLE AU BORD D'UN PRÉCIPICE?

M. Todd Buchholz, *auteur et ancien directeur de la politique économique, la Maison-Blanche*

- les éléments constitutifs de l'économie mondiale ne cessent d'évoluer et nous vivons maintenant dans un monde instantané
- le changement mondial a créé des « gagnants » et des « perdants », ce qui fait qu'il est difficile de créer une politique économique
- nous devons comprendre encore mieux « l'hyper-concurrence », et ses trois éléments :
 - vitesse — la vitesse du changement est incroyable
 - ciseaux — « l'intermédiaire » est en train de se faire « évincer » de pratiquement chaque transaction
 - confiance
- les Américains de la classe moyenne estiment qu'ils sont pris dans un mouvement de tenailles
- l'économie d'Internet exige plus d'efficacité, de compétitivité et un meilleur service à la clientèle
- en période de difficultés économiques, votre seul choix est d'être plus innovateur et concurrentiel que les autres; nous devrions faire concurrence en fonction du savoir-faire et du service
- la nature de ce que nous produisons dans notre économie a changé, et l'accent est désormais mis sur la « graisse de bras »

- l'éducation est l'aspect économique à long terme le plus important et nous devons faire encore mieux pour nous assurer que nos enfants sont aussi concurrentiels qu'ils devront l'être à l'avenir; d'autres pays dépassent les États-Unis au plan de l'éducation
- changement X gens = occasion
- le changement démographique a fait qu'aux États-Unis nous comptons plus de terrains de golf qu'il n'y a de restaurants McDonald
- avec une diminution de la valeur relative du dollar US, les fabricants américains exportent plus de biens, ce qui limite l'ampleur de la récession
- les entreprises ne procèdent pas au même genre de mises à pied massives que l'on a connues lors des récessions précédentes; plusieurs raisons expliquent ce comportement :
 - elles disposaient de relativement plus de liquidités au début de l'actuelle récession
 - elles sont conscientes des départs à la retraite prochains des employés du babyboom et elles s'attendent à des pénuries de main-d'oeuvre
 - comme les inventaires sont relativement faibles, les mises à pied sont moins nombreuses

TABLE RONDE : NAVIGUER ENTRE LES ÉCUEILS DE LA DURÉE DES MANDATS

Sénateur Shane Broadway, *État de l'Arkansas*

Sénateur Glenn Coffee, *État de l'Oklahoma*

M. Alan Rosenthal, *Université Rutgers*

M. Thomas Little, *State Legislative Leaders Foundation*

Première question : En quoi la durée des mandats ressemble-t-elle à des écueils?

- elle est imprévisible
- elle vous amène à certains endroits : certains sont bien, d'autres moins
- elle modifie le contexte et la nature des interactions entre les gens et les institutions
- elle amène du sang neuf

Deuxième question : Quels sont les défis auxquels sont confrontés les États pour ce qui est de la durée des mandats?

- une tension se crée
- des périodes d'orientation plus longues sont nécessaires
- il existe un manque relatif de mémoire institutionnelle
- il y a une courbe d'apprentissage énorme, y compris pour ce qui est des enjeux, règles, traditions, etc.
- le roulement est relativement plus élevé
- le leadership est relativement moins stable
- chacun se prépare à devenir leader, et ces manœuvres commencent dès le premier jour de l'arrivée des législateurs à l'assemblée législative
- les lobbyistes ont relativement plus de pouvoirs
- il se crée de l'énergie et de l'intensité, ce qui peut être positif comme négatif
- l'engagement vis-à-vis des assemblées législatives diminue
- la partisanerie est exacerbée
- il est relativement plus difficile de créer des rapports qui permettent des décisions bipartisans

Troisième question : Avec les « écueils » de la durée des mandats, en quoi la « gestion » de l'assemblée législative change-t-elle?

- le processus est relativement plus ouvert
- chacun veut avoir son « mot à dire »
- la communication est très importante

Quatrième question : Y a-t-il des « mécanismes d'adaptation » que l'on peut utiliser dans un contexte limité par la durée du mandat?

- reconnaître que rien ne va changer

COMITÉ DE L'ÉNERGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT

L'efficacité énergétique dans les États du Sud

M. Craig Johnston, *Oklahoma Gas and Electric*

- nous sommes confrontés à plusieurs défis sans précédent
 - la demande d'électricité continue d'augmenter
 - les ressources sont limitées partout dans le monde
 - le prix du gaz naturel est beaucoup plus élevé et volatil
 - l'infrastructure électrique aux É.-U. vieillit
 - aux États-Unis, des mesures législatives sur les émissions de gaz à effet de serre seront probablement adoptées
- sachant qu'il n'existe aucune « solution miracle », il y a plusieurs façons d'aborder les défis actuels, notamment :
 - un accent accru sur l'énergie renouvelable
 - un accent sur un réseau électrique intelligent
 - des mesures axées sur l'efficacité énergétique et la conservation
 - des initiatives en matière de capture et de stockage du carbone
 - une inclusion de l'énergie nucléaire et du charbon dans le mixte énergétique
- l'énergie éolienne est une option relativement peu attrayante pour les États du Sud-Est étant donné qu'il y a peu de vent
- l'énergie éolienne peut constituer un élément clé de la solution à nos défis au plan énergétique, mais elle ne constitue qu'une réponse particulière à l'énergie durable; l'énergie éolienne doit être intégrée à d'autres sources d'approvisionnement énergétique
- les crédits d'impôt à la production sont importants pour aider à assurer la viabilité de l'énergie éolienne
- un manque de capacité de transport dans certaines régions pose des problèmes

M. Todd Lucas, *Georgia Power*

- le concept du « réseau électrique intelligent » existe depuis environ 10 ans, même si l'on n'a pas une définition claire de ce que l'on entend vraiment par ce concept
- parmi les caractéristiques du « réseau électrique intelligent », mentionnons :
 - correction automatique
 - interaction des clients, y compris pour ce qui est du produit et de son coût

- sécurité
 - applications intégrées
 - énergie de grande qualité
 - diversité de production
 - optimisation des actifs
- on devrait utiliser la technologie pour créer le réseau électrique de l'avenir
 - pour beaucoup, les objectifs sont une fiabilité élevée, un prix faible et une grande satisfaction des clients; une réglementation constructive aiderait à atteindre des niveaux sains de dépenses en immobilisations afin de réaliser ces objectifs
 - la demande sociétale d'une efficacité énergétique augmente
 - parmi les aspects critiques, mentionnons :
 - ne pas tenir compte des grandes déclarations grandiloquentes
 - recenser les activités et projets pilotes en cours
 - sécurité, y compris la cybersécurité
 - soupeser les coûts et les avantages des diverses options

M. Wayne Shirley, *The Regulatory Assistance Project*

- on peut s'attendre à ce que les services d'utilité publique réagissent aux incitatifs qui leur sont donnés; si les incitatifs sont mal conçus, les résultats seront médiocres
- les structures financières des services d'utilité publique font augmenter le pouvoir des incitatifs; les services d'utilité publique ont des coûts fixes élevés et peu de coûts non liés à la production varient avec le niveau des ventes
- les profits des services d'utilité publique sont très sensibles aux changements dans les recettes; en conséquence, les services d'utilité publique sont très intéressés à maintenir les ventes à un niveau élevé
- les incitatifs de nature administrative sont mal vus en politique publique
- l'efficacité énergétique peut entraîner une diminution des recettes pour les services d'utilité publique; en conséquence, il devrait y avoir des incitatifs positifs pour atteindre les objectifs en matière d'efficacité, et le lien entre la quantité vendue et la valeur des profits devrait être éliminé afin que le niveau des profits soit à l'abri des changements dans le volume des ventes

- les ventes sont une approximation des profits aux dépens des clients, représentant un transfert dans la richesse
- le volume des ventes des services d'utilité publique peut être modifié par les conditions climatiques et les conditions économiques
- il faudrait considérer l'efficacité comme un « gaspillage évité »
- il faudrait établir des objectifs de rendement « rigoureux »

Solutions d'énergie appliquée : projet de capture du CO₂

M. Lundy Kiger, *Solutions d'énergie appliquée*

- une priorité est de fournir une électricité propre, sécuritaire et fiable
- on dispose d'une technologie qui produit moins d'émissions d'anhydride sulfureux et d'oxydes d'azote tout en s'enflammant à des températures moins élevées que la technologie classique
- il est possible de recourir à la technologie pour éliminer 99,99 p. 100 des particules, et ce sans émissions visibles
- un défi qui a été relevé à l'aide de la technologie est la création d'un processus visant à transformer le dioxyde de carbone en un liquide de qualité alimentaire sécuritaire pour l'expédition

COMITÉ DE L'ÉDUCATION

Le point sur l'éducation des jeunes enfants

M. W. Steven Barnett, *National Institute for Early Education Research*

- des centaines d'études indiquent que les programmes d'éducation des petits enfants ont une importante incidence; néanmoins, les répercussions à long terme sur l'apprentissage des enfants, le comportement, la réussite scolaire, les revenus, le piège de l'aide sociale, la santé mentale des adultes, etc. ne sont pas aussi bien comprises
- au cours de la dernière décennie, la plupart des pays d'Amérique latine ont dépassé les États-Unis au chapitre de l'éducation des petits enfants
- un grand nombre des avantages des programmes d'éducation des petits enfants résultent en une diminution des coûts pour l'État plus tard dans la vie; en conséquence, les États devraient investir maintenant dans l'éducation des petits enfants afin de profiter plus tard de coûts moindres pour l'éducation, la criminalité, l'aide sociale, la santé et autres étant donné que les avantages de ces programmes sont nettement supérieurs à leurs coûts

- des études indiquent que les enfants qui ont tiré parti de programmes d'éducation des petits enfants sont relativement moins susceptibles de devoir doubler des années ou d'avoir besoin d'enseignement spécial, présentent des taux plus élevés d'obtention de diplôme d'études secondaires et de réussite scolaire, sont relativement susceptibles de gagner davantage et de posséder leur propre maison, sont relativement moins souvent arrêtés et présentent des taux de délinquance plus faibles, sont relativement plus susceptibles d'avoir un compte d'épargne et sont relativement moins susceptibles de fumer, de consommer des drogues ou d'être dépressifs
- étant donné qu'il peut être difficile de « cibler » les enfants qui ont le plus besoin de programmes d'éducation des petits enfants et étant donné qu'il est possible de faire la navette entre la catégorie « avantagé » et la catégorie « défavorisé », donner l'accès à la prématernelle à tous les enfants est une façon de s'assurer que les enfants défavorisés en tireront parti, reconnaissant que les gains peuvent être plus importants pour les enfants défavorisés
- certaines études laissent entendre que l'échec scolaire est davantage un problème associé aux enfants de la classe moyenne qu'à ceux d'une classe inférieure; étant donné que les enfants de la classe moyenne présentent des taux d'échec relativement élevés, le fait de réduire les problèmes pour eux pourrait engendrer d'importants avantages
- des efforts devraient être déployés pour améliorer l'alphabétisation et les aptitudes en mathématiques de tous les enfants
- la plupart des programmes de prématernelle des États commencent à l'âge de quatre ans; le fait d'entreprendre ces programmes à l'âge de trois ans pourrait doubler leur incidence
- les programmes de prématernelle devraient être confiés à des enseignants bien scolarisés et bien rémunérés, s'appuyer sur de bons programmes d'études et de perfectionnement professionnel, être donnés dans de petites classes et présenter des rapports élèves-enseignants raisonnables, avoir des normes élevées et une grande reddition de comptes, ainsi qu'une solide supervision, surveillance et révision
- les États du Sud viennent au premier rang au pays pour ce qui est du nombre d'enfants en prématernelle ainsi que de la qualité des programmes de prématernelle
- tous les enfants ont besoin de solides programmes de prématernelle étant donné que le faible revenu n'est pas le seul critère important de détermination du risque
- les investissements dans la main-d'œuvre devraient débiter en prématernelle

M^{me} Diane Horn, Université d'Oklahoma-Tulsa

- « educare » est un terme générique qui renvoie à un agencement d'enseignement et de soins
- « Educare » fait intervenir des centres de la petite enfance à la fine pointe de la technologie qui oeuvrent ensemble pour améliorer la qualité au sein des États et entre eux; chaque centre Educare est un partenariat, un endroit, un programme et une plateforme du changement en matière de politiques
- chaque centre Educare dessert de 150 à 200 enfants d'au plus cinq ans ainsi que leur famille à risque et à faible revenu, l'accent étant mis sur les services aux nourrissons et tout-petits; de plus, chaque centre Educare met en œuvre un modèle élaboré en 2000 par le Ounce of Prevention Fund de Chicago
- il importe de commencer tôt pour atténuer l'écart de réussite scolaire qui peut exister dès la maternelle
- les pratiques exemplaires de Bon départ, les services préscolaires et de garde d'enfants sont utilisés pour fournir un service toute la journée, à longueur d'année, misant sur un personnel enseignant bien préparé et supervisé ainsi que sur des services de soutien à la famille afin de s'assurer que les besoins globaux de chaque famille sont pris en compte
- près du tiers des places et du budget d'Educare sont consacrés aux adultes
- les centres Educare sont souvent situés près d'écoles primaires afin de faciliter la collaboration et de transmettre le message que l'apprentissage commence dès la naissance
- les partenaires d'Educare comprennent souvent les écoles publiques de même que d'autres partenaires des secteurs public et privé
- les immeubles d'Educare sont conçus de façon à faire concurrence aux garderies des grandes sociétés du point de vue de la conception et de la qualité afin « d'égaliser les chances »; tous les centres collaborent avec le même cabinet d'architectes afin de s'assurer que les leçons apprises sont communiquées et que la qualité s'améliore avec chaque nouveau centre
- chaque centre Educare donne une occasion d'éduquer le grand public sur l'éducation de haute qualité des petits enfants
- les principaux partenaires des centres Educare participants se rencontrent régulièrement afin d'apprendre les uns des autres ainsi que des chefs de file dans le domaine
- même si seulement deux centres ont été en exploitation suffisamment longtemps pour que l'on puisse examiner les résultats, la conclusion évidente est qu'Educare fait une différence

COMITÉ DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Marchés des produits de base en eaux troubles

M. Bailey Ragan, *Bunge North America*

- les stocks d'aliments sont à des seuils historiques et la demande d'aliments est à la hausse étant donné que la population mondiale continue d'augmenter, dans le sillage des économies émergentes de Chine, d'Inde et d'Afrique du Nord
- avec un approvisionnement en riz limité et une forte demande, la plupart des exportateurs, notamment la Thaïlande, le Vietnam, le Pakistan et l'Indonésie, ont réduit — sinon éliminé — les exportations dans le but d'aider à assurer un approvisionnement intérieur suffisant
- plus tôt cette année, l'Argentine a cessé d'exporter du blé en raison d'inquiétudes liées à l'approvisionnement
- dans les pays plus riches, où l'on consacre de 10 à 20 p. 100 du revenu pour acheter de la nourriture, les prix dans les supermarchés ont augmenté; dans les pays en voie de développement, où l'on consacre de 50 à 60 p. 100 du revenu pour acheter de la nourriture, l'incidence des prix plus élevés des aliments est beaucoup plus marquée
- les pays demandent des réponses coordonnées à la crise alimentaire mondiale
- historiquement, les marchés du brut et du pétrole ont été caractérisés par des cycles de 30 ans, soit 10 années d'investissements suivies de 20 années de consommation; les cycles commencent par une augmentation de la demande et se terminent par un surapprovisionnement, qui n'a pas encore été atteint dans le cycle actuel
- les investisseurs financiers continuent d'investir dans les produits, ce qui a pour résultat que les biens de consommation demeurent solides; les entreprises spécialisées dans les produits de base continuent d'être rentables
- on a estimé que 40 \$ dans le prix d'un baril de pétrole résultent de la spéculation
- des fonds indiciels détiennent actuellement pour plus de 40 milliards de dollars en « marge fixée » de maïs, haricots, blé et huile de soya des contrats à terme du Chicago Board of Trade
- en juin 2008, la Commodity Futures Trading Commission a indiqué qu'elle élaborera des règles afin d'améliorer la transparence des investissements passifs dans les marchés agricoles et de l'énergie

- bien que la faible valeur relative du dollar américain soit bonne pour les exportateurs américains, le président du Federal Reserve Board a indiqué qu'il s'attaquera aux préoccupations croissantes concernant l'inflation, au besoin
- aux États-Unis, l'accès au crédit continue d'être restreint à mesure que le nombre de forclusions augmente; on s'attend à ce que l'immobilier continue de subir des pressions en 2008-2009, avec environ deux millions de forclusions en 2008 et peut-être quatre millions d'ici la fin de 2009
- les banques continuent d'effacer des mauvaises créances, ce qui contribue à la valeur relativement faible du dollar américain
- selon le Fonds monétaire international (FMI), les problèmes économiques aux É.-U. pourraient entraîner un ralentissement de la croissance mondiale qui s'établirait à 3,8 p. 100 pour 2008, une diminution par rapport à 4,7 p. 100 l'année précédente; cependant, on s'attend à ce que la Chine, l'Inde et le Brésil en sortent « épargnés », même si les É.-U. sont en récession
- le FMI croit que le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de la Chine, qui était de 11 p. 100 en 2007, se situe aux environs de 9,3 p. 100 en 2008; le PIB de l'Inde pourrait augmenter à un rythme de 7,9 p. 100
- étant donné que la richesse est en hausse en Chine, les Chinois consommeront davantage de viande; la consommation de viande à l'échelle mondiale devrait augmenter de plus de 50 p. 100 entre 1997 et 2020, le gros de la demande provenant de la Chine
- la consommation totale de tourteau de soya en Chine et en Asie du Sud-Est a augmenté d'environ 10 p. 100 par année depuis 2000; la forte demande de soya résulte de la hausse de consommation de tourteau de soya comme source de protéine pour le porc et la volaille
- la consommation de pétrole en Chine en 2005 s'élevait à 6,5 millions de barils par jour, une donnée qui devrait passer à 99 millions de gallons d'ici 2031
- la hausse des prix du carburant a eu une incidence sur les coûts du transport par camion, péniche et train
- une augmentation d'un cent du prix du diesel, annualisée sur une année, coûte à l'industrie du camionnage 391 millions de dollars de plus
- le taux de remorquage des péniches a augmenté de 22 p. 100 depuis le 1^{er} février 2008, et il est supérieur de 55 p. 100 à ce qu'il était il y a un an; les coûts élevés du carburant continuent de faire augmenter les coûts d'exploitation du transport par péniche

- aucune augmentation importante dans la taille du parc de péniches n'est prévue et l'attrition se fait principalement par la mise à la ferraille, même si une partie du matériel plus âgé est vendu pour être utilisé outre-mer, surtout en Amérique du Sud
- le transport de marchandises par bateau est à la hausse
- un envoi par chemin de fer sur 2 000 milles peut entraîner des frais supplémentaires en carburant pouvant atteindre 1 320 \$ pour un seul wagon
- il y a une capacité ferroviaire excédentaire et le trafic global sur le réseau ferroviaire — y compris les conteneurs et l'intermodal — est réduit
- les chemins de fer cherchent à améliorer la rapidité de leur matériel et leurs recettes, les tarifs, les frais accessoires, les surcharges et les suppléments pour le carburant continuant d'augmenter
- l'augmentation des exportations des États-Unis a créé par périodes une congestion du réseau ferroviaire

M. Kim Anderson, *Université Oklahoma State*

- la tourmente sur les marchés des produits de base est devenue évidente avec les changements dans le prix du pétrole
- les carburants de remplacement sont le moteur de l'agriculture; ils ont été à l'avant-scène d'une réaffectation des ressources, avec une diminution du soja et une augmentation du maïs
- les prix plus élevés du pétrole entraînent une augmentation des prix du carburant
- les marchés affectent les ressources à leurs utilisations les plus rentables; ces ajustements du marché donnent l'impression de chaos ou de tourmente
- les spéculateurs ajoutent des liquidités au marché

Le *Farm Bill* de 20072008

M. Larry Sanders, *Université Oklahoma State*

- la surdéréglementation peut être en partie la cause de ce qui se produit à l'échelle mondiale
- l'agriculture souffrira en raison des problèmes liés aux prêts hypothécaires à risque, étant donné que l'agriculture est une industrie à forte concentration de capital
- la Chine et l'Inde sont d'importants facteurs de changement mondial, en partie parce que les résidents de ces pays veulent vivre comme les Américains

- si le prix de l'essence passe à 5 \$ le gallon, il se peut que les gens commencent à se rendre à leur lieu de travail seulement trois jours par semaine
- au cours des années 70, les prix dans le domaine de l'agriculture étaient relativement élevés; il a fallu plus de 20 ans pour se remettre de cette période de prix élevés
- on a observé un niveau sans précédent d'inquiétudes au sujet du tout dernier *Farm Bill*, en partie à cause du financement à donner aux « riches » agriculteurs et en partie à cause des déficits budgétaires fédéraux, notamment
- en raison des accords commerciaux internationaux, les É.-U. devront faire preuve de prudence quand viendra le temps de décider quel soutien ils veulent accorder à l'agriculture
- cela étant dit, les négociations commerciales continuent à être un problème non réglé; le *Farm Bill* de 2002 avait 10 titres; celui de 2008 en compte 15 :
 - programme de produits de base
 - conservation
 - commerce
 - nutrition
 - crédit
 - développement rural
 - recherche et affaires connexes
 - foresterie
 - énergie
 - horticulture et agriculture biologiques
 - bétail
 - programmes d'assurance-récolte et d'aide aux sinistrés
 - contrats à terme boursiers sur marchandises
 - divers
 - commerce et dispositions fiscales

- au sujet du *Farm Bill* de 2008, l'équité distributionnelle demeure un problème, et la loi n'apporte pas de solutions à la volatilité sur les marchés de l'agriculture, de l'alimentation et d'entrée
- le titre énergétique du *Farm Bill* de 2008 indique un changement évident en faveur de l'éthanol à base d'un produit autre que le maïs

COMITÉ DES SERVICES HUMAINS ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Discussion en groupe sur les services correctionnels dans les États du Sud

Sénateur Kenneth Corn, *État de l'Oklahoma*

- au milieu des années 90, l'Oklahoma a adopté une approche « vous commettez un crime, vous allez en prison », d'où la nécessité de plus de prisons et de plus de fonds pour financer le système de justice
- parfois, l'Oklahoma et d'autres États adoptent des lois relatives aux services correctionnels sans en examiner à fond le coût fiscal
- une exigence visant à financer les prisons réduit la capacité d'affecter l'argent des contribuables à d'autres priorités
- à mesure que les États envisagent des façons de réduire les coûts des services correctionnels, il se peut qu'ils envisagent le recours à des prisons privées; cependant, si l'on se fie trop aux prisons privées, cela permet aux prisons, dans un sens, de tenir les États « en otage »
- les États pourraient avoir de la difficulté à attirer et à garder à leur effectif des travailleurs des services correctionnels, peut-être à cause de la rémunération relativement faible et des conditions de travail douteuses
- une exigence voulant que les prisonniers purgent 85 p. 100 de leur sentence peut donner lieu à encore plus de violence dans les prisons étant donné que les prisonniers peuvent avoir l'impression qu'ils n'ont rien à perdre; en outre, le fait de garder les gens en prison plus longtemps peut avoir d'autres effets adverses, notamment sur le comportement
- tout le monde veut faire preuve de « sévérité à l'égard du crime », mais cela peut avoir des conséquences imprévues; l'accent devrait être mis sur une attitude « plus intelligente », plutôt qu'une attitude plus sévère à l'égard du crime
- un aspect important à prendre en considération est de savoir si nous mettons en prison des gens contre qui nous en avons plutôt que des gens dont nous avons ou devrions avoir peur

M. Steve Buck, *département des Services en toxicomanie et en santé mentale, État de l'Oklahoma*

- les personnes souffrant d'une maladie mentale ou toxicomanes aboutissent souvent dans le système de justice pénale; la toxicomanie et la maladie mentale sont des états de santé plutôt que des crimes
- une proportion importante des prisonniers de l'Oklahoma sont atteints d'une grave maladie mentale; il y en a beaucoup qui sont incarcérés pour des délits non violents
- dans certains cas, le système de justice pénale devient le fournisseur automatique d'aide aux toxicomanes ou aux personnes atteintes de maladie mentale; cette aide est beaucoup plus dispendieuse que si elle était fournie au sein de la collectivité
- quand ils sont incarcérés, les prisonniers atteints d'une maladie mentale ou toxicomanes pourraient ne pas obtenir le genre d'aide ou toute l'aide dont ils ont besoin; les taux de récidive parmi les prisonniers atteints d'une maladie mentale ou toxicomanes sont relativement élevés
- nous sommes sur le point de faire une percée et de comprendre la maladie mentale et la toxicomanie
- il faut des partenariats entre les organismes œuvrant dans les domaines des services correctionnels, de la santé mentale et de la toxicomanie

M. Justin Jones, *département des Services correctionnels, État de l'Oklahoma*

- la clé, c'est la prévention; dès que les gens viennent en contact avec le système correctionnel, il est peut-être trop tard
- étant donné que la prévention commence au niveau local, il est important de s'assurer que les incitatifs à ce niveau sont appropriés
- les effets des sanctions indirectes peuvent être pris en considération; par exemple, les lois qui empêchent les ex-détenus d'obtenir un emploi, un certificat de compétence, etc. devraient être examinées
- il est probable à 70 p. 100 qu'une personne sera incarcérée ou se retrouvera en prison à l'âge de 25 ans si au moins un de ses parents a déjà été incarcéré; en conséquence, il est nécessaire d'accorder une attention particulière aux enfants de parents incarcérés
- la réinsertion sociale devrait commencer lorsque le délinquant entre dans le système carcéral, étant donné que la réinsertion est un état d'esprit plutôt qu'un emplacement réel
- l'emploi, l'éducation, les traitements et le traitement de la toxicomanie sont les « quatre gros éléments » qui permettent de réduire les taux de récidive

M. Richard Jerome, *Pew Center on the States*

- pour ce qui est des questions de justice, ce n'est pas uniforme d'un État à l'autre, même si les expériences dans certains États peuvent profiter à d'autres
- si les bons changements étaient apportés au système de justice, il pourrait y avoir moins de victimes, les coûts liés à la sécurité publique et aux prisons pourraient diminuer, etc.
- les États du Sud sont en tête de liste pour ce qui est de l'augmentation du nombre de prisons
- la taille de la population carcérale est non seulement liée à la fréquence des crimes, mais aussi aux décisions des tribunaux qui déterminent qui est emprisonné et pendant combien de temps
- entre 1987 et 2007, les coûts liés aux prisons et aux services correctionnels ont plus que doublé, même après rajustement pour inflation; en moyenne, l'État dépense 1 \$ sur 15 pour les services correctionnels
- si l'on avait besoin de moins de fonds pour les services correctionnels, cela voudrait dire qu'il y en aurait plus pour d'autres besoins comme l'éducation et la santé
- les coûts liés à l'augmentation de la population carcérale et aux prisons dépendent de facteurs comme :
 - augmentation de la population
 - inobservation des conditions de libération conditionnelle
 - augmentation des cas de santé mentale dans les prisons
 - changements apportés aux lois en ce qui concerne des facteurs comme la détermination de la peine
 - roulement parmi le personnel des services correctionnels
- l'augmentation du nombre de femmes en prison dépasse celle du nombre d'hommes
- les États peuvent recourir à deux options pour contrer l'augmentation de la population carcérale et des coûts relatifs aux prisons tout en continuant à chercher à atteindre l'objectif d'une sécurité accrue du public :
 - réduire le nombre de personnes emprisonnées, notamment en mettant l'accent sur des prisons destinées aux récidivistes et aux délinquants violents et, selon le cas, acheminer des délinquants vers les services correctionnels

communautaires, en plus de déployer des efforts particuliers pour réduire la récidive

- réduire la durée du séjour des délinquants en prison
- il y a une variation énorme d'un État à l'autre pour ce qui est des taux de criminalité, taux d'incarcération, etc.

M. Frank Smith, *Private Corrections Institute*

- les personnes atteintes de maladie mentale ne devraient pas se retrouver dans le système carcéral
- les lois qui ont des conséquences imprévues pour ce qui est de la facilité avec laquelle les délinquants peuvent réintégrer la société, comme celles qui limiteraient les perspectives d'emplois pour les délinquants qui sortent de prison, devraient être modifiées
- le fait de ne pas financer le traitement communautaire des personnes atteintes de maladie mentale entraîne une augmentation des cas de maladie mentale dans les prisons; dans une certaine mesure, les prisons sont devenues des établissements psychiatriques
- les États n'assurent pas la vérification ou la surveillance des prisons privées de la façon ou dans la mesure qu'ils devraient
- les prisons privées n'entraînent pas une diminution des coûts pour les contribuables; le nombre d'évasions y est beaucoup plus élevé et on dépense l'argent des contribuables pour retracer les évadés
- des villes « désespérées », en milieu rural et éloignées sont « ciblées » par les prisons privées qui « vendent » leur présence dans la collectivité comme une occasion de développement économique
- les prisons privées peuvent essayer de réduire les coûts afin d'augmenter leur rentabilité, ce qui pourrait les amener à réduire les médicaments, à limiter la quantité et la qualité des aliments, etc.
- en ayant recours à des prisons privées plutôt qu'à des installations publiques, on transforme des recettes fiscales en profits pour des entreprises qui sont peut-être établies à l'extérieur de l'État dont elles retirent des recettes fiscales
- le taux de roulement du personnel en service correctionnel est relativement plus élevé dans les prisons privées, ce qui crée des problèmes pour ce qui est du mentorat, de la mémoire institutionnelle, etc.

INITIATIVE DU BASSIN DU COURS INFÉRIEUR DU MISSISSIPI

Gestion du « fleuve de l'Amérique »

M. Dave Hokanson, *Upper Mississippi River Basin Association*

- la Upper Mississippi River Basin Commission a été créée par les gouverneurs en 1972 en vertu des pouvoirs conférés par la Water Resources Planning Act de 1965; le nom a été modifié en août 1981 par une résolution conjointe des gouverneurs
- la Upper Mississippi River Basin Association (UMRBA) facilite le dialogue et la coopération pour ce qui est des questions liées aux ressources hydriques et aux ressources connexes en terres dans le bassin; ce faisant, elle :
 - sert de tribune régionale inter États pour la discussion, l'étude et l'évaluation des questions communes relatives au fleuve, y compris l'évaluation des politiques, programmes et lois
 - facilite et favorise une planification coopérative et une gestion coordonnée
 - crée des occasions et des mécanismes qui permettent aux États et aux organismes fédéraux d'échanger de l'information et de planifier et coordonner leurs efforts
 - élabore des positions régionales sur des questions liées au fleuve et défend les intérêts collectifs des États devant le Congrès des États-Unis et les organismes fédéraux
- l'UMRBA n'intervient nullement dans :
 - la réglementation ou la gestion des terrains
 - la construction ou l'exploitation d'installations
 - la recherche scientifique
- l'UMRBA se compose de représentants nommés par les gouverneurs des États de l'Illinois, de l'Iowa, du Minnesota, du Missouri et du Wisconsin; ces représentants sont les principaux participants aux réunions et au processus décisionnel, et chacun a un vote
- même si les assemblées législatives des États n'ont pas un rôle direct à jouer au sein de l'UMRBA, les représentants nommés par les gouverneurs représentent la position de l'État dans son ensemble, et les sommes appropriées des assemblées législatives versées à l'UMRBA
- habituellement, les délibérations de l'UMRBA n'ont aucune incidence sur le contenu des lois ou des règlements des divers États

M. Ron Nassar, *Comité de conservation du cours inférieur du Mississippi*

- en songeant au fleuve Mississippi, il est important de tenir compte de facteurs comme la valeur du tourisme et la valeur économique des ressources naturelles
- le tourisme nature est le secteur de l'industrie touristique qui connaît la plus forte croissance
- l'activité récréative de plein air a une importante valeur pour ce qui est de la création d'emplois, de la production de recettes, des dépenses à la consommation, etc.
- il y a une importante différence entre « conservation » et « préservation »; cette dernière expression pourrait être interprétée comme signifiant « enfermer quelque chose », et il faudrait se rappeler que « ce qui est utilisé a de la valeur »

M. Peter Tennant, *Commission d'assainissement de l'eau de la Vallée de la rivière Ohio*

- 25 millions de personnes habitent dans le bassin de la rivière Ohio, qui sert à des fins comme source d'eau potable, les activités récréatives et la navigation
- le bassin de la rivière Ohio a un historique de problèmes de pollution, et il a été reconnu qu'il fallait un pacte entre les États
- en 1936, le Congrès des États-Unis a approuvé un tel pacte; ce dernier a été finalisé en 1948, dans le cadre d'une cérémonie à laquelle participaient huit gouverneurs
- à l'heure actuelle, on compte 27 commissaires : trois sont nommés par les gouverneurs de chacun des huit États concernés, et trois sont nommés par le Président
- la Clean Water Act fédérale a une incidence importante
- la participation du public est en hausse

PLÉNIÈRE : NOUVELLES FRONTIÈRES

Commandant John Herrington, *astronaute de la NASA à la retraite, Marine des États-Unis*

- il faut que les étudiants soient amenés à poursuivre des études dans le domaine des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM)
- les ingénieurs gagnent en moyenne 100 000 \$ par année, les enseignants, 46 000 \$, et les entraîneurs des équipes collégiales gagnent peut-être un million de dollars annuellement, nos priorités sont asymétriques

- les étudiants doivent être amenés à faire des choses qu'ils ne pensent pas pouvoir faire

M. Anthony Shadid, auteur et journaliste du Washington Post lauréat du Prix Pulitzer

- les points de vue personnels et professionnels se recourent souvent
- même si l'ampleur de la couverture médiatique du Moyen-Orient a peut-être diminué depuis 2003 alors que ce coin du monde faisait la première page d'un grand nombre de journaux, le Moyen-Orient demeure toujours une importante source de nouvelles
- au cours des 15 dernières années, le « ton » au Moyen-Orient a changé; il y a plus d'acrimonie et de ressentiment, et c'est un endroit encore plus dangereux et moins prévisible
- au Moyen-Orient, le sentiment anti-américain persiste, et la colère continue d'être dirigée vers les États-Unis; selon certains sondages, plus de 90 p. 100 de la population exprime un ressentiment envers les États-Unis, et dans certains endroits du Caire, il n'est pas sécuritaire d'être un Américain
- le plus important changement au Moyen-Orient depuis 2001 est que l'identité des gens change; ils ne s'identifient plus comme étant des arabes, mais plutôt des musulmans chiites, des chrétiens orthodoxes, etc.
- la diversité, l'espoir et la tolérance semblent disparaître du Moyen-Orient et l'avenir réserve probablement encore plus de conflits et de dangers
- les États-Unis ne devraient pas « prendre partie »; à la place, ils devraient chercher à obtenir un consensus

Respectueusement soumis,

L'hon. Jerahmiel Grafstein, sénateur
coprésident
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

Dean Del Mastro, député
coprésident par intérim
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

ANNEXE : ÉTATS REPRÉSENTÉS AU COUNCIL OF STATE GOVERNMENTS — SOUTHERN LEGISLATIVE CONFERENCE

Alabama

Arkansas

Caroline du Nord

Caroline du Sud

Floride

Géorgie

Kentucky

Louisiane

Maryland

Mississippi

Missouri

Oklahoma

Tennessee

Texas

Virginie

Virginie de l'Ouest

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada-États-Unis
ACTIVITÉ	<i>Council of State Governments - Southern Legislative Conference :</i> Réunion annuelle 2008
DESTINATION	Oklahoma City, Oklahoma, États-Unis d'Amérique
DATES	du 11 au 15 juillet 2008
DÉLÉGATION	
SÉNAT	Ø
CHAMBRE DES COMMUNES	M. Brad Trost, député
PERSONNEL	June Dewetering, analyste
TRANSPORT	1 092.38 \$
HÉBERGEMENT	1 638.54 \$
HOSPITALITÉ	Ø \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	704.57 \$
CADEAUX OFFICIELS	Ø \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	612.36 \$
TOTAL	4 047.85 \$